

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 275

[C - 97/27072]

**19 DECEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les armes faisant partie de l'équipement réglementaire des agents et préposés forestiers de la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région Wallonne et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;  
Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1854 concernant l'exécution du Code forestier, notamment l'article 33, remplacé par l'arrêté royal du 7 décembre 1925;

Vu l'avis du Ministre de la Justice, donné le 4 janvier 1994 et le 17 avril 1996;

Vu le protocole n° 208 contenant les conclusions de la négociation qui a eu lieu le 28 juin 1996 au sein du Comité de secteur n° XVI;

Considérant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à la détention et au port d'armes par les services de l'autorité et de la force publique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture et du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux agents et préposés forestiers de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, dénommés ci-après "membres du personnel".

**Art. 2.** L'équipement réglementaire des membres du personnel comprend des armes individuelles et collectives.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Les armes individuelles sont celles qui sont nécessaires à l'exécution des missions à caractère individuel.

Cette catégorie d'armes comprend :

- 1° un pistolet semi-automatique;
- 2° un fusil à canons lisses de type basculant;
- 3° un aérosol ou vaporisateur de petite capacité à gaz lacrymogène ou tout autre produit incapacitant;
- 4° une matraque ou un bâton rétractible de protection et de maîtrise, d'une longueur maximale de soixante-cinq centimètres.

§ 2. Les armes individuelles ou certaines d'entre elles sont attribuées à tous les membres du personnel par le Directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Les membres du personnel affectés au service extérieur reçoivent l'ensemble des armes individuelles.

Les membres du personnel conservent leur armement dans un lieu sûr hors de portée des tiers lorsqu'ils ne le portent ni le transportent. Ils en assurent également l'entretien.

§ 3. Les membres du personnel sont tenus de présenter leurs armes lors de toute inspection et de les restituer à toute demande dûment motivée du Directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de son délégué.

**Art. 4.** Les armes collectives sont celles qui sont nécessaires à l'exécution des missions collectives ou spéciales.

Cette catégorie comprend :

- 1° des fusils semi-automatiques ou à répétition à canons lisses;
- 2° des fusils semi-automatique ou à répétition à canons rayés.

Les armes collectives sont confiées temporairement aux membres du personnel par le Directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement ou son délégué pour l'exécution des missions collectives ou spéciales et ne peuvent être portées qu'à cette occasion.

**Art. 5.** Le Ministre qui a les forêts dans ses attributions ou son délégué détermine l'armement ou partie de l'armement dont les membres du personnel doivent être porteurs suivant la nature de la mission et en tenant compte des aspects techniques et de l'exigence de sécurité.

Les missions individuelles sont celles qui sont inhérentes à la gestion courante du triage. Les missions collectives et spéciales sont des missions organisées comprenant au moins deux membres du personnel.

Il peut dispenser les agents forestiers autres que les chefs de cantonnement du port des armes.

Lorsqu'ils sont en service, les membres du personnel ne peuvent être porteurs d'un autre armement que celui déterminé en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Les membres du personnel se voient dotés par les services centraux de la Division de la Nature et des Forêts des munitions nécessaires à l'accomplissement de leurs missions et pour leur entraînement. Les armes à feu individuelles et collectives ne peuvent être chargées qu'avec les munitions fournies par les services centraux de la Division de la Nature et des Forêts, à l'exclusion de tout autre type de munitions :

- 1° pistolet : cartouches à tête blindée;
- 2° fusil : cartouches à plomb et à balle;
- 3° fusil à canons rayés : cartouches à tête blindée, semi-blindée, creuse.

**Art. 6.** Les armes visées aux articles 3, § 1<sup>er</sup>, et 4, alinéa 2, sont la propriété de la Région wallonne. Elles sont inscrites dans un registre tenu à jour qui mentionne :

- 1° la nature;
- 2° la marque;
- 3° le modèle;
- 4° le type;
- 5° le calibre et le numéro de chaque arme;
- 6° l'identité du détenteur.

Les armes qui ne sont pas attribuées à un membre du personnel sont entreposées soit dans une chambre forte, soit dans une armoire forte d'un bâtiment de service.

Le registre est établi et tenu à jour au sein des services centraux de la Division de la Nature et des Forêts par le responsable de l'armement, désigné par le Directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Ce responsable tient également à jour un registre indiquant les munitions entrées, sorties et consommées.

**Art. 7.** La Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement organise et dispense régulièrement des formations théoriques et pratiques relatives aux tirs et aux missions de police. Les membres du personnel titulaires d'armes de service sont tenus de suivre avec fruit ces formations. Les membres du personnel qui ne satisfont pas à cette condition, suivent un module de formation de remise à niveau. En cas d'inaptitude physique et ou psychique reconnue au port et à l'usage des armes de service, les membres du personnel concernés sont affectés à d'autres missions techniques et administratives.

**Art. 8.** Toute mise en joue d'une personne à l'aide d'une arme à feu, ou l'usage à l'encontre d'une personne d'une ou plusieurs armes visées aux articles 3, § 1<sup>er</sup>, et 4, alinéa 2, fait l'objet d'une information immédiate du Procureur du Roi, confirmée par l'envoi d'un procès-verbal relatant les faits.

Tout autre tir effectué en dehors des exercices de tirs fait l'objet d'un rapport circonstancié au Directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 9.** L'article 33 de l'arrêté royal du 20 décembre 1854 concernant l'exécution du Code forestier, remplacé par l'arrêté royal du 7 décembre 1925, est abrogé.

**Art. 10.** Le Ministre qui a les forêts dans ses attributions et le Ministre qui a les Affaires intérieures et la Fonction publique dans ses attributions, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 275

[C - 97/27072]

**19. DEZEMBER 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der Waffen, die zur vorschriftsmäßigen Ausrüstung der Forstbeamten und -bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region gehören, und zur Festlegung der besonderen Bestimmungen über den Besitz, die Aufbewahrung und das Tragen dieser Waffen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 87 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen;  
Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1854 zur Durchführung des Forstgesetzbuches, insbesondere des durch den Königlichen Erlaß vom 7. Dezember 1925 ersetzten Artikels 33;

Aufgrund des am 4. Januar 1994 und am 17. April 1996 abgegebenen Gutachtens des Justizministers;  
Aufgrund des Protokolls Nr. 208, in dem die Schlußfolgerungen der innerhalb des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 28. Juni 1996 geführten Verhandlungen eingetragen sind;

In Erwägung des Gesetzes vom 3. Januar 1993 über die Herstellung, den Handel und das Tragen von Waffen und den Munitionshandel sowie des Königlichen Erlasses vom 12. August 1991 über den Besitz und das Tragen von Waffen durch die Dienste der öffentlichen Gewalt und die Ordnungskräfte;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;  
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft und des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlaß findet Anwendung auf die Forstbeamten und -bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, die nachstehend "Personalmitglieder" genannt werden.

**Art. 2** - Die vorschriftsmäßige Ausrüstung der Personalmitglieder umfaßt individuelle und kollektive Waffen.

**Art. 3 - § 1.** Die individuellen Waffen sind diejenigen, die für die Ausführung von individuellen Aufgaben notwendig sind.

Diese Kategorie von Waffen umfaßt:

- 1° eine halbautomatische Pistole;
- 2° ein Gewehr mit glattem Kipplauf bzw. glatten Kippläufen;
- 3° ein Aerosol oder ein Spray von kleiner Kapazität mit Tränengas oder jeglichem anderen kampfunfähig machenden Stoff;
- 4° einen Gummiknüppel oder einen einziehbaren Schutz- oder Abwehrstock, der höchstens fünfundsechzig Zentimeter lang ist.

§ 2. Die individuellen Waffen oder einige dieser werden vom Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt den gesamten Personalmitgliedern vergeben.

Die im Außendienst tätigen Personalmitglieder bekommen die gesamten individuellen Waffen.

Wenn die Personalmitglieder ihre Waffen nicht tragen oder transportieren, bewahren sie sie an einer sicheren Stelle auf, die Dritten unzugänglich ist. Sie sorgen ebenfalls für ihre Instandhaltung.

§ 3. Die Personalmitglieder sind verpflichtet, ihre Waffen bei jeder Kontrolle vorzuzeigen und diese auf jedes ordnungsmäßig begründete Ersuchen des Generaldirektors der Naturschätze und der Umwelt oder dessen Beauftragten zurückzugeben.

**Art. 4 -** Die kollektiven Waffen sind diejenigen, die für die Ausführung von kollektiven oder besonderen Aufgaben notwendig sind.

Diese Kategorie umfaßt:

- 1° halbautomatische oder Mehrladegewehre mit glattem Lauf bzw. mit glatten Läufen;
- 2° halbautomatische Gewehre oder Mehrladegewehre mit gezogenem Lauf bzw. mit gezogenen Läufen.

Die kollektiven Waffen werden vom Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt oder dessen Beauftragten den Personalmitgliedern für die Ausführung von kollektiven oder besonderen Aufgaben provisorisch vergeben und können nur bei solchen Gelegenheiten getragen werden.

**Art. 5 -** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Forstwesen gehört, oder dessen Beauftragte bestimmt je nach der Art der Aufgabe und unter Berücksichtigung der technischen Aspekte und der Sicherheitsanforderungen die Waffenausrüstung oder den Teil der Waffenausrüstung, die bzw. der die Personalmitglieder tragen müssen.

Als individuelle Aufgaben gelten Aufgaben, die mit der laufenden Führung des Reviers verbunden sind. Als kollektive und besondere Aufgaben gelten organisierte Aufgaben, die mindestens zwei Personalmitglieder mit einbeziehen.

Der Minister oder dessen Beauftragte kann die Forstbeamten, die keine Forstamtsleiter sind, vom Waffentragen befreien.

Wenn sie im Dienst sind, sind die Personalmitglieder nicht berechtigt, eine andere Waffenausrüstung als diejenige, die in Absatz 1 bestimmt ist, zu tragen.

Die Personalmitglieder bekommen von den Zentraldienststellen der Abteilung Natur und Forstwesen die Munition, die für die Ausführung ihrer Aufgaben und für ihre Übungen notwendig ist. Die individuellen und kollektiven Feuerwaffen dürfen nur mit der von den Zentraldienststellen der Abteilung Natur und Forstwesen zur Verfügung gestellten Munition, mit Ausnahme jeglicher anderen Munitionsart, geladen werden:

- 1° Pistole: Patronen mit Vollmantelgeschöß;
- 2° Gewehr: Schrotpatronen und scharfe Patronen;
- 3° Gewehr mit gezogenem Lauf bzw. gezogenen Läufen : Patronen mit Vollmantelgeschöß, Teilmantelgeschöß, Hohlspitzgeschöß.

**Art. 6 -** Die in Artikeln 3, § 1, und 4, Absatz 2 erwähnten Waffen sind das Eigentum der Wallonischen Region. Sie werden in einem ständig auf den neuesten Stand gebrachten Register eingetragen, das das folgende angibt:

- 1° die Art;
- 2° die Marke;
- 3° das Modell;
- 4° der Typ;
- 5° das Kaliber und die Nummer jeder Waffe;
- 6° die Personalien des Besitzers.

Die Waffen, die keinem Personalmitglied vergeben sind, werden entweder in einer Stahlkammer oder in einem Panzerschrank in einem Gebäude der Dienststelle gelagert.

Das Register wird innerhalb der Zentraldienststellen der Abteilung Natur und Forstwesen durch den vom Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt bezeichneten Verantwortlichen geführt und ständig auf den neuesten Stand gebracht.

Dieser Verantwortliche führt ebenfalls ein Register, das die eingegangene, ausgegangene und verbrauchte Munition angibt.

**Art. 7 -** Die Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt organisiert und hält regelmäßig theoretische und praktische Lehrgänge ab über Schießen und Polizeiaufgaben. Die Personalmitglieder, die Dienstwaffen besitzen, sind verpflichtet, an diesen Lehrgängen erfolgreich teilzunehmen. Die Personalmitglieder, die dieser Bedingung nicht genügen, müssen an einem Ausbildungsmodul zum Nachholen der erforderlichen Kenntnisse teilnehmen. Im Falle einer anerkannten körperlichen und/oder psychischen Untauglichkeit für das Tragen und Benutzen von Dienstwaffen werden den betroffenen Personalmitgliedern andere technische oder verwaltungsmäßige Aufgaben zugewiesen.

**Art. 8** - Das Anlegen einer Feuerwaffe auf eine Person oder die Benutzung einer oder mehrerer in Artikeln 3, § 1 und 4 Absatz 2 erwähnten Waffen gegen eine Person ist Gegenstand einer sofortigen Benachrichtigung des Prokurators des Königs, die durch die Sendung eines Protokolls mit einem ausführlichen Bericht über den Sachverhalt bestätigt wird.

Jeder außerhalb der Schußübungen abgegebene Schuß ist Gegenstand eines ausführlichen, an den Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region gerichteten Berichts,

**Art. 9** - Artikel 33 des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1854 zur Durchführung des Forstgesetzbuches, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 7. Dezember 1925, wird aufgehoben.

**Art. 10** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Forstwesen gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Inneren Angelegenheiten und der Öffentliche Dienst gehören, werden der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 97 — 275

[C - 97/27072]

**19 DECEMBER 1996.** — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de wapens die deel uitmaken van de reglementaire uitrusting van de ambtenaren en de aangestelden van het Bosbeheer - Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest - en tot vaststelling van de bijzondere bepalingen betreffende het bezit, de bewaking en het dragen van die wapens

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1854 ter uitvoering van het Boswetboek, inzonderheid op artikel 33, vervangen bij het koninklijk besluit van 7 december 1925;

Gelet op het advies van de Minister van Justitie, gegeven op 4 januari 1994 en op 17 april 1996;

Gelet op het protocol nr. 208 houdende de conclusies van de onderhandelingen die op 28 juni 1996 binnen het sectorcomité nr. XVI werden gevoerd;

Gelet op de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende het voorhanden hebben en het dragen van wapens door de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw en van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren en de aangestelden van het bosbeheer, Afdeling Natuur en Bossen van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, hierna "personeelsleden" genoemd.

**Art. 2.** De reglementaire uitrusting van de personeelsleden bestaat uit individuele en gemeenschappelijke wapens.

**Art. 3.** Individuele wapens worden gebruikt voor de uitvoering van individuele opdrachten.

In die categorie worden de volgende wapens ingedeeld :

1° een zelflaadpistool;

2° een openkikkend geweer met gladde lopen;

3° een aerosol of een verstuiver met een kleine traangascapaciteit of elk ander uitschakelend produkt;

4° een matrak of een intrekbare verweer- en overmeesteringsstok, met een maximumlengte van vijftien centimeter.

§ 2. De individuele wapens, of sommige ervan, worden door de Directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu aan elk personeelslid toevertrouwd.

De met de buitendienst belaste personeelsleden beschikken over alle individuele wapens.

Als de personeelsleden hun wapens niet dragen of vervoeren, slaan ze die op in een veilige plaats buiten bereik van derden. Ze zijn ook verantwoordelijk voor het onderhoud ervan.

§ 3. De personeelsleden moeten hun wapens bij elke inspectie tonen en ze op elk behoorlijk motiveerd verzoek van de Directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van zijn afgevaardigde afgeven.

**Art. 4.** De gemeenschappelijke wapens worden gebruikt voor de uitvoering van gemeenschappelijke of bijzondere opdrachten.

In deze categorie worden de volgende wapens ingedeeld :

- 1° halfautomatische of repeteergeweren met gladde lopen;
- 2° halfautomatische of repeteergeweren met getrokken lopen.

De Directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde vertrouwt de gemeenschappelijke wapens tijdelijk toe aan de personeelsleden zodat ze hun gemeenschappelijke of bijzondere opdrachten kunnen uitvoeren. De wapens mogen alleen met het oog hierop gedragen worden.

**Art. 5.** De Minister of zijn afgevaardigde bepaalt welke wapens de personeelsleden moeten gebruiken voor de uitvoering van hun opdracht, rekening houdend met de technische aspecten en de veiligheidsvereisten.

De individuele opdrachten zijn inherent aan het lopende beheer van het bosgebied.

De gemeenschappelijke en de bijzondere opdrachten zijn georganiseerde opdrachten waarvoor tenminste twee personeelsleden nodig zijn.

De Minister of zijn afgevaardigde kan de ambtenaren van het Bosbeheer vrijstellen van het dragen van wapens, met uitzondering van de houtvesters.

De dienstdoende personeelsleden mogen geen andere wapens dragen dan die bedoeld in het eerste lid.

De centrale diensten van de Afdeling Natuur en Bossen verschaffen de personeelsleden de nodige munitie voor de uitvoering van hun opdrachten en voor hun schietoefeningen. De individuele en gemeenschappelijke vuurwapens mogen alleen geladen worden met munitie die door de centrale diensten van de Afdeling Natuur en Bossen verschaft wordt, met uitzondering van elk ander soort munitie :

- 1° pistool : volmantelpatronen;
- 2° geweer : hagelpatronen en scherpe patronen;
- 3° geweer met getrokken lopen : volmantel- en halfgemantelde patronen, alsook patronen met een holle punt.

**Art. 6.** De in artikel 3, § 1, en artikel 4, tweede lid, bedoelde wapens zijn het eigendom van het Waalse Gewest. Ze worden ingeschreven in een register dat bijgehouden wordt en waarin de volgende gegevens voorkomen :

- 1° de aard;
- 2° het merk;
- 3° het model;
- 4° het type;
- 5° het kaliber en het serienummer;
- 6° de identiteit van de houder.

De wapens die niet aan de personeelsleden toevertrouwd worden, moeten hetzij in een kluis, hetzij in een kluiskast van een dienstgebouw opgeslagen worden.

Het register wordt binnen de centrale diensten van de Afdeling Natuur en Bossen gehouden door de verantwoordelijke voor de wapens, die aangewezen is door de Directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Deze verantwoordelijke houdt ook een register van de ontvangen, uitgedeelde en gebruikte munitie.

**Art. 7.** De Afdeling Natuur en Bossen van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu organiseert regelmatig theoretische en praktische schietopleidingen, alsook opleidingen i.v.m. politieopdrachten. Die opleidingen zijn verplicht voor personeelsleden die dienstwapens dragen, en moeten met goed gevolg beëindigd worden. De personeelsleden die niet voldoen aan deze vereiste moeten een bijscholingscursus volgen. De personeelsleden die lichamelijk of geestelijk ongeschikt zijn om dienstwapens te dragen en te gebruiken, worden met andere technische en administratieve opdrachten belast.

**Art. 8.** Het onder schot hebben van een persoon of het gebruik van één van de in artikel 3, § 1, en artikel 4, tweede lid, bedoelde wapens tegen een persoon wordt onmiddellijk meegedeeld aan de Procureur des Konings en bevestigd aan de hand van een proces-verbaal waarin de gegevens worden vermeld.

Elk buiten de schietoefeningen gelost schot wordt in een uitvoerig verslag meegedeeld aan de Directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 9.** Artikel 33 van het koninklijk besluit van 20 december 1854 ter uitvoering van het Boswetboek, vervangen bij het koninklijk besluit van 7 december 1925, wordt opgeheven.

**Art. 10.** De Minister tot wiens bevoegdheden de bossen behoren, en de Minister tot wiens bevoegdheden Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken behoren, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN